

# La grande peur des Européens

**Le flot croissant des réfugiés inquiète des opinions de plus en plus dubitatives sur les capacités d'accueil dans leurs pays. Partout au sein de l'UE, la question migratoire s'impose dans le débat politique. Exploitée par les extrémistes, elle tétanise des gouvernements qui peinent à apporter des réponses communes. Or, là se joue aussi l'avenir de l'Union.**

Par Jean-Michel Demetz

Le pire est à venir. C'est un document on ne peut plus officiel qui l'assure. Dans son dernier rapport sur l'« analyse des risques pour l'année 2015 », rendu public le 27 avril, l'agence Frontex, chargée de coordonner la protection des frontières extérieures de l'Union européenne (UE), met en garde : « Si l'on regarde l'avenir, la possibilité que l'on assiste à de nombreux franchissements illégaux des frontières de l'UE est élevée, tout comme la probabilité qu'un grand nombre de migrants aient

besoin d'assistance et de secours [...], en particulier sur les routes maritimes de la Méditerranée orientale et centrale. » Dans une interview à l'agence de presse italienne Ansa, le directeur exécutif de Frontex, Fabrice Leggeri, lâche une minibombe : « Nos sources nous disent qu'il y a entre 500 000 et 1 million de personnes prêtes à quitter la Libye. » Et à mettre le cap sur le nord.

Née de la misère, de l'anarchie ou de l'espoir, la pression qu'exercent déjà sur les côtes de l'Europe des centaines de milliers de demandeurs d'asile, authentiques victimes de la terreur ou réfugiés économiques en quête d'une vie meilleure, va tout sauf se relâcher. En 2014, 26 000 demandes d'asile ont été enregistrées dans l'UE, soit 44 % de plus par rapport à l'année précédente (voir le graphique page 66). Les images de barques surchargées de pauvres ●●● hères, recueillis par des navires occidentaux, n'ont pas fini de heurter la sensibilité des opinions publiques. Durant le week-end des 2 et 3 mai, pas moins de 5 800 malheureux ont été secourus lors de 34 opérations de sauvetage. Les 12 et 13 avril, 6 600 personnes étaient recueillies en mer. « Une des pires crises humanitaires depuis la Seconde Guerre mondiale », s'est alarmé le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon. Avec le retour de la belle saison, ces vagues de détresse n'ont pas fini de venir s'échouer sur les côtes de la Calabre, de la Sicile, de Malte ou des îles grecques.

## Le continent qui a inventé le droit humanitaire...

L'honneur de l'Europe l'oblige à déployer ses flottes et à se porter au secours de ces radeaux de la Méduse du XXI<sup>e</sup> siècle. Le continent qui a inventé le droit humanitaire ne peut pas détourner son regard du drame qui se joue à ses portes. A la différence des chefs de gouvernement d'Asie du Sud-Est qui, soutenus par leurs opinions publiques, ont pris soin de dire haut et fort que leurs marines ne se porteraient pas au secours des réfugiés birmans et bangladais, avant de reculer devant la réprobation des nations, tous les gouvernements européens, sans exception, ont soutenu ces opérations de sauvetage. Mais comment faire ?

Sauver son prochain est une chose, prendre son quotidien en charge en est une autre. L'Italie, en première ligne du front humanitaire, est un cas d'école. Les 70 000 places des centres d'accueil sont toutes déjà occupées depuis des mois. Lorsque le ministre de l'Intérieur enjoint aux préfets de la péninsule de trouver d'urgence 6 500 places d'hébergement supplémentaires, le populaire Matteo Salvini, le chef de la Ligue du Nord, mouvement populiste allié du FN français et qui contrôle les trois riches

régions du Piémont, de la Lombardie et de la Vénétie, rétorque : « Je demande aux gouverneurs, maires et conseillers de la Ligue de dire non, par tous les moyens, à chaque nouvelle arrivée. La Ligue est prête à occuper chaque hôtel, école ou baraquement qui pourrait être mis à la disposition de ces soi-disant réfugiés. » Même le président de la petite région alpine de la Vallée d'Aoste refuse les 79 réfugiés que Rome veut lui envoyer, faute de pouvoir les accueillir « décemment ». Un sénateur de Forza Italia, le mouvement de Silvio Berlusconi, fustige, de son côté, un gouvernement « qui envisage de céder à l'envahisseur en lui fournissant des milliers et des milliers de lits ». De fait, nombre de localités du nord de la péninsule résistent à l'ouverture de centres d'hébergement. Les élections régionales du 31 mai n'expliquent pas tout. Selon les prévisions du ministère de l'Intérieur, 200 000 réfugiés devraient

débarquer en Italie en 2015. Un nouveau record. Ils étaient 170 000 l'an dernier. L'administration est débordée : 75 000 dossiers de demande d'asile sont en souffrance, dont certains un an après qu'ils ont été déposés. Même l'Allemagne, si attachée à planifier jusqu'à l'imprévu, s'inquiète. L'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF) s'attend à recevoir 400 000 demandes d'asile cette année, soit deux fois plus qu'en 2014. Et encore, a-t-il prévenu, il n'exclut pas de revoir cette estimation à la hausse dès juillet. Avec près de 10 % de sa population, l'Allemagne n'a jamais compté tant d'étrangers depuis la création, en 1967, du registre qui les recense.

Tout cela ne va pas sans tensions. En Allemagne, le nombre d'attaques contre des centres d'accueil de réfugiés a été multiplié par trois en un an. En novembre dernier, dans un quartier populaire de Rome, Tor Sapienza, à la suite d'une tentative de viol contre une jeune femme, des centaines d'habitants attaquent le centre d'accueil récemment ouvert, aux cris de « Les immigrés dehors », ou même de « Viva il Duce ! » A Calais, le 21 mai, des centaines de clandestins prennent d'assaut, sur la route de l'Angleterre, les camions des routiers qui patientent devant l'Eurotunnel sous les yeux de policiers impuissants. Deux épisodes récents rappellent que ce flot de réfugiés

porte aussi en lui le risque d'une violence importée. Le parquet de Palerme a ouvert une enquête contre des migrants accusés d'avoir jeté à la mer, dans le détroit de Sicile, au nom d'Allah, certains de leurs compagnons de voyage – tous catholiques. Le 20 mai, l'annonce de l'arrestation, dans la banlieue de Milan, d'un Marocain de 22 ans soupçonné d'avoir participé à l'attentat du Bardo, à Tunis, en mars, renforce les craintes des officiels de Frontex d'une infiltration terroriste : Abdel Majid Touil était arrivé en Italie récemment à bord d'un bateau de réfugiés.

Un an après la percée de mouvements extrémistes lors du scrutin européen, confirmation, s'il en fallait, de la montée des inquiétudes identitaires, cette gestion chaotique d'une immigration subie plus que choisie risque de renforcer les discours les plus radicaux. Si ce n'est que la question du poids que fait peser l'immigration sur les ressources (logements, écoles, systèmes de santé) dépasse désormais le cadre des seuls partis populistes. Faire face à ces flux devrait être gérable, soutient dans une tribune au *Monde*, daté du 14 mai, l'ancien ministre français (socialiste) des Affaires étrangères Hubert Védrine, mais « c'est politiquement et psychologiquement explosif dans nos sociétés démocratiques fébriles (information continue, hystérisation, exploitation des émotions) dans une Europe inquiète, sur la défensive et qui se sent, à tort ou à raison, menacée dans son identité et son mode de vie par une mondialisation sauvage (flux financiers, humains, économie casino, extrémisme islamiste, compte à rebours idéologique, etc.) ». Partout, l'heure est à la fermeté. En Allemagne, pourtant le pays le plus accueillant de l'UE, les pouvoirs publics, inquiets de voir déferler, ces derniers mois, les candidats en provenance du Kosovo, ravagé par la corruption et par un chômage qui frappe près de la moitié de la population, envisagent ainsi d'attribuer aux Etats des Balkans le label « pays d'origine sûr » – dont les ressortissants sont considérés en sûreté, donc non éligibles au droit d'asile dans un autre Etat.

### **Le parlement espagnol autorise « la reconduite à chaud »**

En pratique, cela empêcherait les ressortissants de cette région de prétendre au statut de réfugié. Après la progression de l'extrême droite à l'issue du scrutin de septembre 2014, l'opposition conservatrice suédoise, naguère si fière de qualifier son pays de « superpuissance humanitaire », propose désormais de remplacer les permis de résidence permanente par des permis temporaires. Les députés espagnols, eux, ont voté en

décembre, une loi autorisant « la reconduite à chaud » des clandestins qui passent les clôtures de ses enclaves marocaines de Ceuta et de Melilla – sans examen de leur situation.

Le risque de voir l'Europe se fracturer sur la question migratoire est tout sauf théorique. Le ressentiment croissant au nord devant l'incapacité du sud de contrôler les frontières nourrit les argumentaires des voix qui s'élèvent pour remettre en question les accords de Schengen – et, ce faisant, le principe fondamental de liberté de circulation à l'intérieur de l'espace communautaire. Paris tance Rome, qui laisse filer les migrants vers le nord sans les enregistrer, au mépris de l'engagement européen dit « de Dublin II ». Le chantage ●●●

●●● du ministre grec de la Défense, le nationaliste Panos Kammenos, menaçant, en mars, les Européens de représailles (« S'ils portent un coup à la Grèce, ils doivent savoir que, demain matin, les immigrants illégaux recevront des papiers et partiront à Berlin ! »), s'ils s'entêtent à exiger qu'Athènes respecte ses obligations financières, a accru en Allemagne la frustration :

l'opinion est agacée de voir les occupants de la maison Europe prendre des libertés avec le règlement de copropriété. En France, dès la campagne électorale de 2012, Nicolas Sarkozy ne réclame-t-il pas lui aussi une refonte de l'actuel mécanisme d'ouverture des frontières internes ? Enfin, à Londres, le Premier ministre David Cameron, ragaillard par sa récente victoire du 7 mai, répète que, dans son bras de fer avec Bruxelles en vue de renégocier les traités, il fera de la remise en question du droit des immigrants venus du reste de l'UE de percevoir des prestations sociales une « condition absolue » de tout accord.

### **« En pleine période de souverainisme ambiant »**

Divisée, l'Union l'est aussi lorsqu'on compare les chiffres sur l'octroi de l'asile en 2014. Si la Bulgarie, la Suède, Chypre l'accordent, en première instance, respectivement à 94 %, à 77 % et à 76 % des demandes, à l'inverse, la Hongrie, la Croatie et le Luxembourg ne donnent le feu vert qu'à 9 %, à 11 % et à 14 % des dossiers. Pas étonnant, dans ces conditions, de voir le gouvernement magyar de Viktor Orban, menacé par l'ascension du mouvement d'extrême droite Jobbik, lancer une « consultation populaire », un sondage à l'échelle du pays, avec des questions biaisées sur des sujets sensibles comme l'immigration et le terrorisme, le coût des réfugiés, l'immigration ou la politique nataliste...

C'est parce qu'il mesure l'ampleur des craintes des Européens, d'autant plus inquiets que beaucoup jugent le mouvement inéluctable,

que le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a voulu prendre l'initiative. Respectueux du legs humanitaire de la construction communautaire, ce « chrétien-social » devait préciser, le 27 mai, devant le collège des commissaires, ses deux mesures chocs envisagées pour le court et le moyen terme : « réinstaller », sur la base du volontariat des Etats, 20 000 réfugiés actuellement dans des camps du Proche-Orient ; « relocaliser », de manière temporaire dans les dix-huit mois qui viennent, plusieurs dizaines de milliers de demandeurs d'asile déjà présents, « nécessitant une protection internationale et ayant une chance de se voir attribuer l'asile ». En clair, des Syriens et des Erythréens fuyant la guerre et la dictature, oui. Des réfugiés économiques, non. Même si un porte-parole de la Commission récuse la notion de « quota », à terme, Bruxelles,

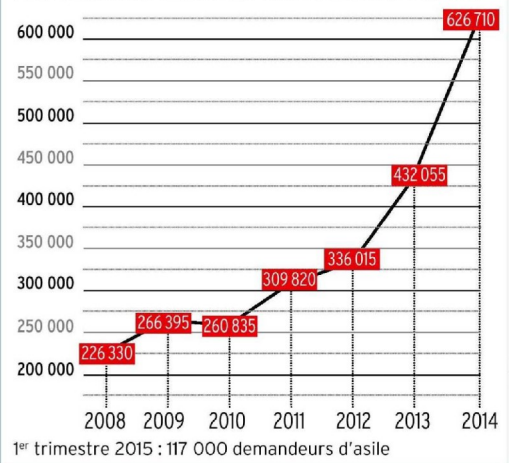
poussée par Berlin, réfléchit bien à un mécanisme permanent de répartition des réfugiés. « La Commission respecte les droits et les engagements pris par les Européens alors que l'on est en pleine période de souverainisme ambiant », salue Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au Centre de recherches internationales. « Un véritable tour de force politique », selon Antonio Vitorino, président de l'Institut Jacques Delors. Au vu du tollé au sein de nombreux gouvernements des Etats membres, cet éloge paraît prématuré. L'échec est possible. D'ici au sommet européen de la fin du mois de juin, les négociations devraient être vives entre la Commission et les capitales. En parallèle, le déploiement de navires de guerre afin d'« entraver le *business model* des réseaux de passeurs », prévu pour l'été

A. PIZZO AFP

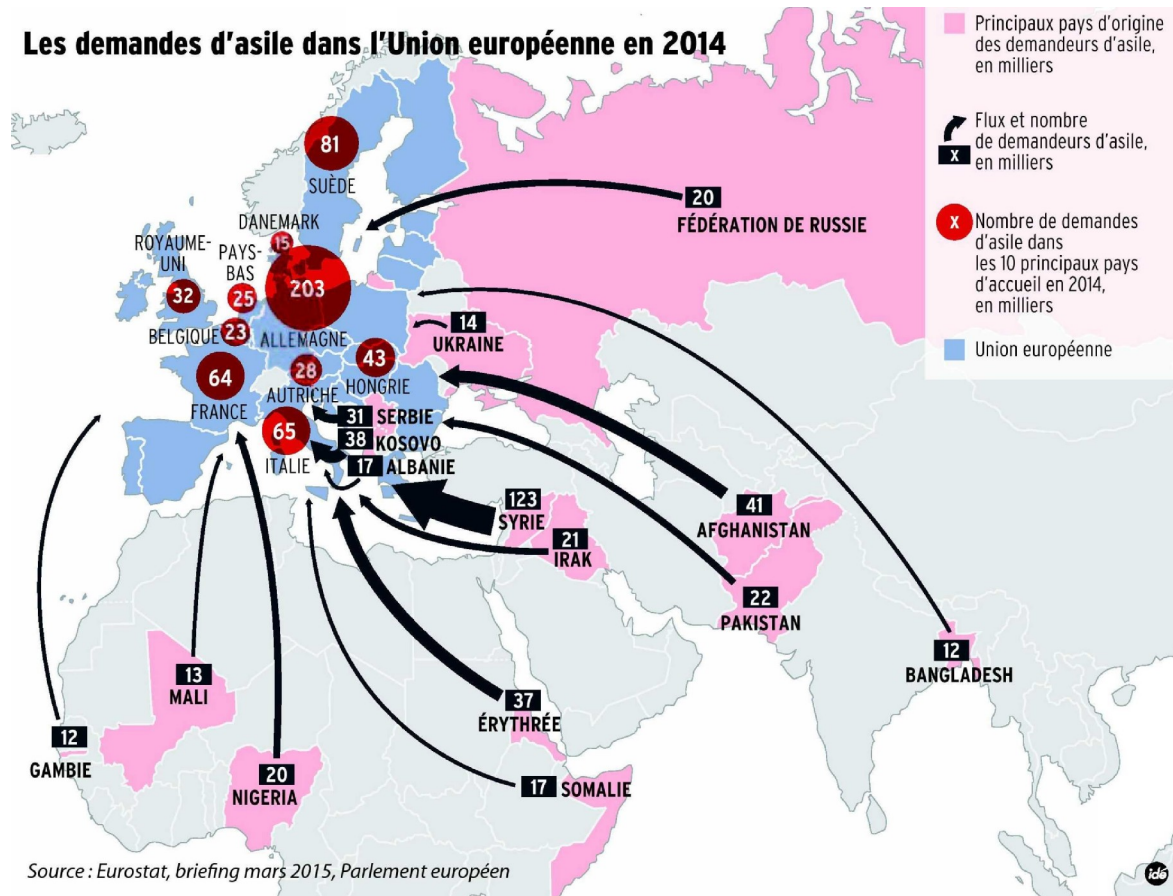
et placé sous le commandement d'un contre-amiral italien, soulève des questions : « C'est une communication martiale pour rassurer, analyse le député européen Arnaud Danjean. Mais les contraintes juridiques (aval de l'ONU et des autorités libyennes) et opérationnelles (frapper à terre suppose une finesse d'exécution et de renseignement, arraisonner en mer permettra de sauver les réfugiés, mais pas d'arrêter le trafic) me laissent dubitatif. »

Sur le long terme, seules les instances de l'Union européenne, néanmoins, peuvent définir une stratégie durable capable à la fois d'assurer le contrôle des flux, de stabiliser l'Afrique et de répondre aux besoins d'une démographie vacillante. Rassurer les Européens et attirer plus d'immigrants mieux qualifiés : « la Commission de la dernière chance », ainsi que Jean-Claude Juncker avait qualifié l'institution qu'il dirige, lors de son discours d'investiture, à l'automne dernier, joue aussi l'avenir de la construction européenne sur ce défi. ● J.-M. D.

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'ASILE DANS L'UE**



**Les demandes d'asile dans l'Union européenne en 2014**



ETTORE RECCHI

# « Ces courants migratoires sont naturels »

**Professeur de sociologie à Sciences po Paris, l'Italien Ettore Recchi est un spécialiste de la circulation des personnes en Europe. Il relativise la poussée actuelle.**

Propos recueillis par **Jean-Michel Demetz**

**Le Vif/L'Express : Face à l'ampleur des vagues actuelles de réfugiés, l'Europe se retrouve-t-elle dans une situation inédite ?**

↳ **Ettore Recchi** : Non. En vérité, l'Europe est dans une situation d'urgence permanente. Chaque printemps, depuis quelques années, nous voyons se reproduire une situation identique aux mêmes endroits et aux mêmes moments, et nous faisons preuve de myopie en négligeant les questions structurelles derrière la force des images. Nous vivons dans un continent relativement aisé et pacifié, alors qu'une partie de l'Afrique fait face à des conditions désespérées. Ces courants migratoires sont donc naturels.

**Mais l'année 2014 voit bondir de 44 % le nombre des demandes d'asile dans l'Union européenne par rapport à 2013 !**

↳ Cela correspond à une circonstance particulière : l'effondrement du régime libyen. Jusqu'à la chute de Kadhafi, les Européens payaient rubis sur l'ongle le contrôle à distance de cette frontière. Ce n'est plus le cas.

**Les opinions publiques en Europe ne sont-elles pas proches d'un « seuil de tolérance » dans la capacité d'accueil de populations extra-européennes ?**

↳ La conjonction de la poussée migratoire actuelle et de la situation économique difficile dans le sud de l'Europe est défavorable et explique la stigmatisation qui frappe les derniers arrivés. C'est un mécanisme de marginalisation somme toute assez classique.

**Mais le nord de l'Europe aussi se crispe...**

↳ Oui. Même le prospère Danemark, pourtant en tête des palmarès internationaux des pays où il fait bon vivre, se range parmi les Etats les plus hostiles à l'arrivée de nouveaux venus ! Il faut y voir un mécanisme de défense, une sorte d'égoïsme du bonheur. Ne sous-estimons pas, toutefois, le choc qu'ont pu produire dans ces sociétés des épisodes comme l'assassinat du cinéaste néerlandais Theo Van Gogh à Amsterdam (en 2004, par Mohammed Bouyeri, au nom de la défense de l'islam) ou les violences qui ont suivi la publication, en 2005, de caricatures de Mahomet. Cela dit, il faut signaler, car on l'ignore souvent, que dans les pays de Scandinavie, dotés d'Etats providences très protecteurs, les statistiques prouvent que les immigrés ne bénéficient pas autant que les natifs des droits sociaux. Pour des raisons linguistiques notamment, la fracture sur l'accès aux mécanismes de solidarité collective y est plus forte qu'en France ou qu'en Allemagne.

**Vous y voyez un risque ?**

↳ Oui, celui d'un double rejet. Les étrangers s'enferment dans un ghetto et les natifs sont heureux de les tenir à distance.

**En Italie, on a récemment entendu des déclarations franchement xénophobes...**

↳ Il y a des manifestations de racisme, mais ce qui me frappe surtout, c'est la solidarité à l'œuvre. Les migrants débarquent dans les régions les plus pauvres du pays, en Sicile, en Calabre. L'économie de l'île de Lampedusa a été dévastée. Pourtant, on n'y constate pas de réaction violente. Les enquêtes d'opinion indiquent que moins de 20 %

des Italiens rangent l'immigration parmi leurs préoccupations principales. Ce qui touche à l'économie les alarme beaucoup plus.

**L'origine de plus en plus lointaine des nouveaux arrivants ne complique-t-elle pas leur intégration ?**

↳ L'augmentation des demandes d'asile n'est pas aussi importante que l'installation d'Européens dans un autre pays de l'Europe. Mais, oui, ces populations sont plus variées, et donc la question de leur répartition devient plus importante. J'hésite, mais je me demande si la stratégie d'intégration la plus raisonnable ne serait pas de prendre en compte les facteurs culturels et, par exemple, de diriger les Maghrébins vers la France et les Africains anglophones vers le Royaume-Uni.

**Les deux anciennes puissances coloniales... Un peu injuste, non ?**

↳ D'autres pays à faible densité de population, comme la Finlande, ou dotés d'une économie solide, comme l'Allemagne, pourraient aussi accueillir davantage d'immigrants.

**Un accord européen peut-il être trouvé sur les quotas ?**

↳ Moins on parle de ces questions, plus on les résout facilement. C'est lorsque les médias détournent leurs projecteurs que l'on parvient à une solution. ●